



Déclaration FO au CCE du 15 avril 2011 sur le dossier du projet de politique emploi 2011

Permettez nous de vous dire, dans un premier temps, que vous auriez du changer l'intitulé. "projet de politique de désemploi 2011" aurait été plus adéquat.

Chapitre 1: Le contexte

je vous cite:" En 2013, le groupe Renault produira en France plus de véhicules qu'il n'en vendra". Une telle assertion est d'autant plus aisée, dès lors que les productions des véhicules Renault dits de grande vente ou de grand public et low cost ont été sciemment délocalisé. Je nous cite, tiré d'un tract de mi-2009 (déjà): "Renault, constructeur français et contrairement à ses principaux concurrents, est à l'heure actuelle, importateur de ses propres véhicules sur le marché français"

Vos propos et notre analyse confirme bien que la stratégie de Renault sacrifie l'emploi en France.

Quelques exemples tout de même:

- 100% des twingo sont produites en Slovénie, alors que plus de 60% sont vendues en France.
- Aucune Logan, aucune Sandero, aucun Duster ne sont fabriqués en France, alors même que Renault-Dacia enrichit ses modèles et développe significativement son réseau commercial sur le territoire national.
- La perte de 50% de la fabrication de la Clio3 au profit de la Turquie et de l'Espagne.
- La suppression programmée du haut de gamme à Sandouville pour, certes, récupérer le VU, mais avec des prévisions de volumes encore trop faibles pour maintenir une activité avec l'effectif en place.

Quant au plan stratégique "Renault 2016 - Drive the Change"

Il apparait que vous avez oublié l'essentiel!

Loin de nous la pensée que vous ayez pu imaginer vous arrêter aux 7 leviers majeurs pour atteindre les objectifs chiffrés en référence aux pêchés capitaux.

Le point essentiel, le premier levier indispensable, Messieurs de la direction générale, c'est l'humain! Vous l'avez une fois de plus ignoré!

Les salariés sont au cœur de la réussite de Renault!

La réussite passe inévitablement par la reconnaissance des collaborateurs, de l'amélioration de leurs conditions de travail, du développement de notre outil de travail et donc de l'emploi.

FO le Syndicat libre et indépendant !

L'actualité nous donne raison, tirez en donc toutes les leçons: Avant toute chose, redonnez confiance à l'ensemble des collaborateurs.

La Politique emploi

Mettons d'abord les choses au point!

FO a signé l'accord GPEC, et nous le revendiquons, pour au moins 3 raisons:

- 1) - l'essentielle, une reconnaissance de la pénibilité
- 2) - la garantie d'évolution des salariés par la gestion dynamique des compétences
- 3) - les mesures spécifiques pour faciliter la mobilité géographique

Comme vous le savez, le plan embauche présenté lors des négociations GPEC nous paraissait peu ambitieux.

Ce dossier crucial présenté aujourd'hui, en 1h, confirme nos craintes et bien plus encore!

814 embauches, c'est bien mais:

85% de cadres dont 55% sur le Technocentre

16% d'ETAM dont 80% sur Flins quand le besoin estimé est de l'ordre 250 personnes, soit un besoin réel de 250% en MOS.

Toujours l'impact désastreux du PRV!

et pour finir:

0% d'APR

Nous pourrions considérer que l'embauche de 451 cadres sur Guyancourt est une bonne chose mais sont-ils suffisants? la visibilité sur les besoins des départements de cet établissement, comme sur les autres d'ailleurs, ne nous permet pas de nous prononcer précisément.

Revenons sur les sites industriels, les habituels "laisser pour compte".

Aucune embauche d'APR alors même que vous connaissez les besoins actuels et futurs dus aux départs potentiels dans le cadre du dispositif DACS, sans parler des départs naturels.

Reste le nombre d'intérimaires sur les établissements comme Flins: 681, sur Douai : 221, sur Cléon: plus de 250, pour ne citer qu'eux:

Des intérimaires de longue durée donc avec de l'expérience, et de ce fait potentiellement « embauchables ».

Sans parler du recours, irrationnel, aux heures supplémentaires.

Vous le savez, les besoins de recrutement sont réels et urgents, et aujourd'hui vous ne nous donnez aucune vision sur l'avenir, sur notre avenir.

L'accord GPEC se termine en 2013, le plan 2011 dans son ensemble est loin de nous satisfaire, vous l'aurez compris.

FO votera contre ce projet